

En action



Unis pour construire ensemble un système alimentaire résilient, durable, sûr et sain !

Mars 2022

Avant-propos 2

A la une 3

La WUWM a participé à l'événement officiel de clôture de l'Année internationale des fruits et légumes (2021).

Dans la boucle 4

WUWM a participé à la 12ème réunion de la Plateforme de l'Union européenne sur les pertes et gaspillages alimentaires afin de stimuler les actions de l'Union pour réduire le gaspillage alimentaire.

Dans les faits 5

Perspicace 6

Thomas Forster, de UN Habitat, présente le programme et les lignes directrices «Urban-rural linkages», conçus pour créer des environnements alimentaires, en renforçant les relations entre les zones rurales et urbaines.

En point de mire 9

Découvrez comment le projet «Market Cities» et le programme «Livable Cities» apportent des stratégies de pointe pour favoriser des environnements alimentaires durables!

— Entretien 9

Kelly Verel, directrice principale des programmes de Projects for «Public Spaces»

— Entretien 12

Kristie Daniel, directrice de programme, Livable Cities à la Fondation HealthBridge.

Entretien 15

avec Lawrence Haddad, le directeur exécutif de GAIN, à propos du récent protocole d'accord que WUWM vient de signer avec GAIN.

Bonnes pratiques 17

Découvrez Agoralim, l'ambitieux projet que le gouvernement français a demandé au Marché de gros de Rungis de concevoir afin d'assurer un approvisionnement durable de la région parisienne en produits alimentaires frais dans les décennies à venir!

Innovation 19

Les villes peuvent-elles transformer les systèmes agroalimentaires ? Anja de Cunto, coordinatrice de projet et conseillère politique pour l'alimentation et les marchés publics chez Eurocities, présente leur travail pour améliorer les environnements alimentaires et la sécurité alimentaire.

Événements 22

Le Conseil d'administration de WUWM s'est réuni à Paris et a célébré sa première réunion de l'année!

Dans le monde de WUWM 22



Avant-propos

Chers lecteurs,

Si nous voulons réussir la transition de nos systèmes alimentaires, il est temps de plaider également pour un changement vers des approches, en termes d'action publique, qui puissent favoriser le développement des environnements alimentaires durables et résilients. Ceux-ci doivent encourager et faciliter la consommation des produits sains et bons pour la santé. Dans la plupart des pays du monde, les environnements alimentaires actuels ne facilitent pas le choix d'une alimentation durable et saine. Or, une mauvaise alimentation est un facteur de risque majeur pour les maladies chroniques, notamment les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et le cancer. Pour réussir une transformation durable des systèmes alimentaires, nous devons transformer également la façon dont nous concevons les politiques alimentaires. C'est pour cela que dans cette édition de « En action », nous souhaitons présenter une nouvelle approche qui est en train de gagner du terrain, celle des « environnements alimentaires durables ». Vous allez trouver dans cette newsletter des cas concrets où cette approche est utilisée et intégrée à la planification alimentaire territoriale ou à des autres interventions publiques. Cette approche a déjà été adoptée par un grand nombre d'organisations de premier plan et intégrée dans un certain nombre d'initiatives de politique publique, telles que la stratégie « De la ferme à la fourchette » de l'Union européenne (UE).

La disponibilité d'aliments sains et abordables dans les commerces et les services alimentaires permet aux gens de faire des choix alimentaires plus sains. En ce sens, lorsque des aliments sains ne sont pas disponibles, les personnes peuvent se contenter d'aliments plus caloriques et de moindre valeur nutritionnelle. Créer des environnements alimentaires favorables signifie veiller à ce que les aliments, les boissons et les repas qui contribuent à une alimentation saine durable soient les plus disponibles, accessibles, abordables, agréables et largement promus. De tels environnements peuvent contribuer à faire du choix sain et durable le choix le plus souhaitable, tout en limitant la disponibilité et les possibilités de promotion des aliments associés à des régimes alimentaires mauvais pour la santé et non durables. En outre, les environnements alimentaires durables stimulent la demande de meilleures chaînes d'approvisionnement qui tiennent également compte des liens entre les zones rurales et urbaines et des préoccupations écologiques.



L'Union mondiale des marchés de gros estime que nos marchés de gros sont l'un des piliers des environnements alimentaires sains et durables. En garantissant des volumes adéquats et une grande diversité d'aliments frais - et en particulier de fruits et légumes - les marchés de gros permettent la disponibilité quotidienne de produits frais dans les magasins de détail, les marchés, les écoles, les cantines professionnelles et publiques, les restaurants... afin que les choix alimentaires sains deviennent les plus faciles, les plus attrayants et les plus abordables pour les citoyens. Les environnements alimentaires sont également la reconnaissance du fait que les systèmes alimentaires ne se limitent pas à la production de nourriture, mais que la consommation de nourriture joue également un rôle fondamental pour les façonner. Il est crucial de concevoir des stratégies susceptibles d'aider les citoyens à faire des choix alimentaires sains et durables qui auront également un impact sur la façon dont les aliments sont produits. Dans cette édition, nous avons le plaisir de partager la voix de différents experts sur ce sujet et quelques exemples concrets sur la façon de développer des environnements alimentaires durables.

Nous sommes également heureux de présenter la participation de la WUWM à des événements importants tels que la 12^{ème} réunion de la Plateforme de l'UE sur les pertes et gaspillages alimentaires et l'événement de clôture de l'Année internationale des fruits et légumes 2021. Nous avons également eu l'occasion de parler avec Lawrence Haddad, directeur exécutif de GAIN, du récent protocole d'accord que WUWM a signé avec GAIN.

Enfin, nous souhaitons lancer un appel à nos membres pour qu'ils poursuivent sur la lancée des développements politiques et des activités issus de nos partenariats afin de promouvoir les marchés de gros comme une partie de la solution aux défis climatiques et sanitaires. Une fois encore, merci pour votre soutien et votre engagement continu dans la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Cordialement,

Stephane Layani,
Président par intérim de la WUWM

A la une:



INTERNATIONAL YEAR OF
FRUITS AND VEGETABLES
2021

La WUWM a participé à la cérémonie de clôture de l'Année internationale des fruits et légumes (2021)

La cérémonie de clôture de l'Année internationale des fruits et légumes (AIFV) 2021 a eu lieu le 24 février, dans un format en ligne. Les principales organisations des secteurs, les experts et les parties prenantes du secteur des aliments frais étaient présents à l'événement pour célébrer les réalisations de l'année en présentant les activités entreprises en 2021, leurs résultats et leurs impacts.

En déclarant 2021 Année internationale des fruits et légumes, les Nations unies ont attiré l'attention sur leur contribution essentielle. L'ITFV a pour but de sensibiliser le public à l'importance de manger des fruits et légumes sains, de réduire le gaspillage et de promouvoir des systèmes alimentaires durables. Les fruits et légumes sont la base d'une alimentation saine, diversifiée et riche en nutriments. Pourtant, trois milliards de personnes dans le monde n'ont pas les moyens d'avoir une alimentation saine, et deux millions sont en surpoids ou obèses. M. QU Dongyu, Directeur général de la FAO, a lancé un appel pour continuer à travailler à la création de partenariats et d'initiatives afin de favoriser des actions concrètes pour améliorer la consommation de fruits et légumes dans le monde.

Au cours du débat, différents acteurs de l'alimentation et des légumes ont présenté les réalisations de l'année. Mme Patricia Araya, présidente de l'AIFV, a souligné l'ampleur de la campagne : «Plus de 2000 personnes se sont inscrites à cet événement virtuel, plus de 70 messages dans différentes langues ont été diffusés sur les principaux canaux de médias sociaux, atteignant 47 millions de comptes». Il a également été question de l'importance de la sensibilisation à la durabilité de l'agriculture et des régimes alimentaires, qui est généralement négligée par la population générale.

Des producteurs, des propriétaires de petites entreprises et des sociétés privées du monde entier partagent la manière dont leurs projets innovants contribuent à la consommation de fruits et légumes. L'un des panélistes était Mme Sylvia Kuria, une jeune agricultrice kenyane qui a partagé son expérience du mouvement biologique et de la culture des fruits et légumes. Mme Kuria a souligné qu'afin d'inclure les jeunes dans la production et la consommation d'aliments sains, il est important d'exploiter leur intérêt actuel à savoir d'où vient leur nourriture. Et surtout, les encourager à récolter des légumes indigènes, car ceux-ci se sont avérés plus résistants aux effets dévastateurs du changement climatique. Enfin, Mme Kuria a souligné la nécessité de se concentrer sur les aspects commerciaux et logistiques de la chaîne alimentaire. Selon elle, l'accent a été mis sur la production, mais il faut garantir l'existence de marchés capables de distribuer des aliments biologiques accessibles et abordables.

“Nous devons poursuivre les efforts pour promouvoir la consommation de fruits et légumes.”

La conclusion de l'événement a été centrée sur l'importance de développer une politique forte réglementant la consommation de fruits et légumes. Ainsi que sur la nécessité de poursuivre les efforts de promotion de la consommation de fruits et légumes.

L'Union mondiale des marchés de gros réaffirme son engagement à promouvoir des régimes alimentaires frais et nutritifs dans le monde entier. En tant que l'un des principaux fournisseurs de régimes alimentaires sains, les marchés de gros jouent un rôle essentiel pour garantir la sécurité alimentaire et l'accessibilité aux produits frais dans les zones urbaines. Par conséquent, nous sommes heureux de continuer à plaider en faveur d'une alimentation accessible, diversifiée, abordable, nutritive et saine pour tous.





Dans la boucle:

La WUWM a participé à la 12ème réunion de la Plateforme de l'Union européenne sur les pertes et gaspillages alimentaires afin de stimuler les actions de l'Union pour réduire le gaspillage alimentaire!

4

WUWM a participé, pour la première fois en tant que membre permanent de la plateforme, à la 12ème réunion de la «Plateforme de l'Union européenne sur les pertes et gaspillages alimentaires» visant à partager avec les membres une mise à jour sur la mise en œuvre de la stratégie «de la ferme à la fourchette» et des actions de l'Union européenne (UE) pour réduire les pertes et gaspillages alimentaires, tenue par la Commission européenne le 17 février. Nous sommes heureux de vous présenter certaines des conclusions discutées lors de la réunion.



Afin d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), en particulier l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050, l'Union européenne (UE) a lancé le «Green Deal» européen avec ses stratégies historiques «De la ferme à la fourchette» et «Biodiversité». La stratégie «de la ferme à la fourchette» marque le début d'un progrès visant à changer la façon dont les opérateurs agricoles de l'UE produisent et fournissent des aliments aux consommateurs. Le programme vise à remanier le système alimentaire de l'UE pour le rendre équitable, sain et respectueux de l'environnement.

La plateforme de l'UE sur les pertes et le gaspillage alimentaires a pour but d'encourager les actions visant à atteindre les objectifs de l'initiative «de la ferme à la fourchette» par la constitution de sous-groupes thématiques qui travailleront au cours des cinq prochaines années en développant des idées pour des domaines de travail prioritaires. Au cours de la réunion, l'UE a défini les principaux objectifs et résultats attendus des sous-groupes : Don de nourriture, Suivi des pertes et gaspillages de nourriture, Prévention du gaspillage alimentaire chez le consommateur, marquage de la date et Action et mise en œuvre.

Dans son discours d'ouverture, la commissaire Stella Kyriakides a souligné que la plateforme vise à réunir tout le monde autour de la table pour créer une dynamique de lutte contre le gaspillage alimentaire et ses impacts sur l'environnement, le climat et la société. La plateforme permettra d'élaborer une méthodologie commune pour mesurer les niveaux de gaspillage alimentaire à chaque étape de la chaîne alimentaire. C'est particulièrement important, car sans une image précise du défi, nous ne pouvons espérer le relever». À cet égard, cette initiative pourrait être étendue au niveau mondial à l'avenir.

“La plateforme vise à réunir tout le monde autour de la table pour créer une dynamique de lutte contre le gaspillage alimentaire et ses impacts sur l'environnement, le climat et la société.”

— Commissaire Stella Kyriakides

La plateforme sera utilisée comme un outil supplémentaire de la stratégie «de la ferme à la fourchette», qui est la vision à long terme de l'UE pour transformer la façon dont nous produisons, distribuons et consommons les aliments. Jusqu'à présent, la stratégie «de la ferme à la fourchette» a donné lieu à deux principaux résultats : le code de conduite de l'UE sur les pratiques commerciales et marketing responsables dans le domaine de l'alimentation et le plan d'urgence visant à garantir

l'approvisionnement et la sécurité alimentaires. De nombreuses entreprises européennes, ainsi que l'OMMS, ont adopté le code de conduite, qui témoigne de leur engagement à changer le système alimentaire par des actions concrètes telles que la reformulation des produits alimentaires, la réduction de l'empreinte écologique des aliments et la réduction des pertes et des déchets alimentaires. La Commission a présenté d'autres actions, en plus de la stratégie «de la ferme à la table», que l'UE prend pour réduire les pertes et gaspillages de nourriture (FLW) :

- Production primaire: la Commission veille à ce que la politique agricole commune (PAC) soit alignée sur les programmes de prévention des pertes et gaspillages de nourriture (FLW).
- Enregistrement de l'hygiène alimentaire 2021 : la Commission adapte ses politiques pour faciliter la redistribution sûre des dons alimentaires
- Marquage des denrées alimentaires: la Commission travaille à une analyse d'impact sur l'incidence du marquage des dates sur les consommateurs.

5

La WUWM s'est engagée activement dès le début dans le développement et la mise en œuvre de la stratégie «de la ferme à la table» en faisant partie du groupe de travail permanent chargé de concevoir le code de conduite de l'UE pour un commerce et un marketing responsables. Nous continuerons à soutenir la stratégie de l'UE en partageant l'expérience et les données recueillies par nos membres, en apportant notre contribution et nos commentaires aux politiques et législations actuelles et futures, et en contribuant aux objectifs de la Commission. La WUWM s'aligne sur les valeurs fondamentales de la stratégie et, grâce aux efforts de ses membres et de ses alliés sur le terrain, la WUWM s'engage à contribuer à la transition vers des systèmes alimentaires durables dans le monde entier!

Dans les faits:

- Une mauvaise alimentation est un facteur de risque majeur pour les maladies chroniques, notamment les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et le cancer.
- L'accès limité à des options alimentaires saines contribue à une mauvaise alimentation
- Le fait que des aliments sains soient disponibles et abordables dans les établissements de vente au détail et de restauration permet aux gens de faire des choix alimentaires plus sains. Lorsque des aliments sains ne sont pas disponibles, les gens peuvent se contenter d'aliments plus riches en calories et de moindre valeur nutritionnelle.
- Créer et soutenir des environnements alimentaires sains est une partie importante du travail de santé publique.
- L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a exhorté les États membres à réduire l'impact de la commercialisation d'aliments et de boissons à forte densité énergétique, hautement transformés et riches en graisses saturées, en graisses trans, en sucres libres et/ou en sel (HFSS).
- Il est clairement établi que la commercialisation des aliments HFSS a un impact négatif sur les comportements alimentaires, le poids corporel et l'obésité, mais la mise en œuvre des recommandations de l'OMS est inégale.
- Les «règles de marketing» devraient couvrir non seulement la publicité mais aussi toutes les autres communications commerciales qui sont conçues pour promouvoir ou ont pour effet de promouvoir les aliments HFSS.

“Le fait que des aliments sains soient disponibles et abordables dans les commerces de détail et les services alimentaires permet aux gens de faire des choix alimentaires plus sains.”





Perspicace:



Thomas Forster, de UN Habitat, présente le programme et les lignes directrices «Urban-rural linkages», conçus pour créer des environnements alimentaires, en renforçant les relations entre les zones rurales et urbaines.

Pouvez-vous présenter brièvement le «Programme de liaison entre zones urbaines et rurales» ?

Le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) a créé le Programme de liens entre les villes et les campagnes (URL) en 2019 avec le lancement des Liens entre les villes et les campagnes: Guiding Principles and Framework for Action to Advance Integrated Territorial Development ou URL-GP lors de l'Assemblée d'ONU-Habitat. Ce cadre de principes et d'actions est le fruit du travail de 40 organisations et de plus de 130 parties prenantes pendant un an. L'URL-GP est une ressource, accompagnée d'outils d'apprentissage et de recueils de bonnes pratiques, destinée à aider les gouvernements à tous les niveaux à intégrer la planification du développement durable et les interventions politiques dans les zones urbaines, périurbaines et rurales. Cette plateforme et les flux de travail associés sont conçus pour soutenir la mise en œuvre de l'ODD 11, qui appelle à une urbanisation durable, et de la cible 11.a, qui appelle à l'intégration de la planification du développement durable dans le continuum urbain-rural. L'URL-GP est disponible en plusieurs langues sur les pages web du Programme urbain-rural dans la Plateforme de politique urbaine gérée par la section Politique, Législation et Gouvernance d'ONU-Habitat.

6 Tant dans l'Agenda 2030 pour le développement durable (SDG) que dans le nouvel agenda urbain, il a été établi l'importance de prendre en compte les multiples liens et impacts que les activités urbaines ont sur les zones rurales proches et lointaines. La demande urbaine croissante, combinée à la mondialisation des chaînes d'approvisionnement et du commerce, affecte la disponibilité locale des ressources dans les régions éloignées du monde. Pour réussir une transition durable de nos systèmes alimentaires, il est crucial de développer des approches nouvelles et inclusives qui intègrent les communautés et les espaces urbains et ruraux, où personne n'est laissé pour compte. WUWM a interviewé Thomas Foster, consultant principal pour les liens entre zones urbaines et rurales à l'ONU-Habitat, spécialiste de ce sujet et auteur coordinateur de «Urban-Rural Linkages: Guiding Principles» (URL-GP), manuel de l'ONU qui définit les lignes directrices, les outils et les recueils de bonnes pratiques pour aider les gouvernements à intégrer la planification du développement durable et les interventions politiques pour les zones urbaines, périurbaines et rurales.

“L'URL est une ressource pour aider les gouvernements à tous les niveaux à intégrer la planification du développement durable et les interventions politiques pour les zones urbaines, périurbaines et rurales.”





Une partie importante de votre travail consiste à souligner l'importance de créer de meilleurs liens entre les zones rurales et urbaines pour garantir des systèmes alimentaires durables. Pourriez-vous nous expliquer pourquoi il est important d'établir ces connexions et quelle est leur relation avec la sécurité alimentaire ?

Par définition, les systèmes alimentaires comprennent à la fois les producteurs et les consommateurs de denrées alimentaires et sont donc à la fois ruraux et urbains. Les aliments qui alimentent les communautés rurales, les villes et les agglomérations de toutes tailles sont principalement produits dans les zones rurales. Dans une planète qui s'urbanise rapidement, les zones urbaines sont le lieu de résidence de la majorité des consommateurs d'aliments. La faim et l'insécurité alimentaire augmentent dans les zones rurales et urbaines. Au cours de l'évolution récente des systèmes de marché, les zones rurales et urbaines sont devenues moins directement liées, les chaînes d'approvisionnement alimentaire s'étant allongées. Cependant, dans de nombreux pays, notamment les pays à revenu faible ou intermédiaire, la disponibilité des aliments sur les marchés informels et les marchés de producteurs, où les liens entre les communautés rurales et urbaines sont plus directs, a été et reste un facteur important de la sécurité alimentaire urbaine et rurale. Avec la vulnérabilité croissante des chaînes d'approvisionnement due au changement climatique et l'impact de la pandémie de COVID-19, les chaînes d'approvisionnement courtes qui relient plus directement les consommateurs urbains et les producteurs ruraux sont une composante importante non seulement de la sécurité alimentaire, mais aussi de la résilience du système alimentaire.

“Avec la vulnérabilité croissante des chaînes d'approvisionnement due au changement climatique et au COVID-19, les chaînes d'approvisionnement courtes qui relient les consommateurs urbains et les producteurs ruraux sont un élément important pour la sécurité alimentaire et la résilience du système alimentaire.”

Comment pouvons-nous intégrer le concept de «liens entre zones urbaines et rurales» dans le cadre des «environnements alimentaires durables» ? Et si oui, comment pensez-vous que cela devrait être traduit au niveau politique ?

Les environnements alimentaires sont désormais compris comme incluant à la fois les environnements bâtis et naturels, ou les environnements urbains et ruraux. L'environnement alimentaire comprend à la fois l'interface du consommateur avec le système alimentaire dans ses quartiers urbains et périurbains et l'environnement productif des espèces sauvages et cultivées qui sont gérées par les agriculteurs. Les environnements alimentaires couvrent le continuum urbain-rural. Les environnements alimentaires durables sont également la dimension spatiale des écosystèmes territoriaux qui sont influencés par les flux quotidiens de personnes, de biens, de services, d'argent et d'informations qui définissent les liens entre les villes et les campagnes. Les politiques qui ont un impact sur ces flux ont également un impact sur les environnements alimentaires et peuvent soutenir des flux durables, inclusifs et résilients dans le continuum urbain-rural. De nouveaux cadres et outils politiques sont appliqués pour traiter les environnements alimentaires qui ont besoin d'écosystèmes sains pour produire des régimes alimentaires durables pour les communautés urbaines et rurales.

Vous avez souligné à de multiples reprises l'importance de mettre en œuvre des politiques publiques alimentaires éclairées. Pouvez-vous nous expliquer ce que vous entendez par là et nous donner un ou deux exemples de politiques publiques éclairées qui ont eu un impact positif sur la production et la consommation alimentaires ?

Dans la mesure du possible, les décisions politiques doivent s'appuyer sur des preuves scientifiques et des données fiables. En outre, pour faire face aux conditions complexes et changeantes des zones urbaines et rurales, les politiques doivent également tenir compte des contextes, des histoires et des économies politiques locales. Cette

«intelligence territoriale» doit être introduite dans les espaces politiques par le biais de processus inclusifs qui impliquent les parties prenantes des différentes parties du système alimentaire, des producteurs aux transformateurs et distributeurs, en passant par les acteurs du marché et les niveaux de gouvernement. La création, ces dernières années, de conseils alimentaires dans de nombreuses villes et à d'autres niveaux de gouvernement dans les pays développés est un exemple de mécanismes politiques multipartites. Les conseils alimentaires et les mécanismes multipartites soutenus par la politique ont contribué à informer et à cogérer les programmes publics, y compris les marchés publics.

“À chaque niveau de gouvernance, le financement mixte privé et public pour renforcer les systèmes de marché doit être un objectif dans la planification du développement durable et de l'action climatique.”

8

Quel est le rôle des marchés de gros pour assurer les liens entre les zones rurales et urbaines? Et à votre avis, que pouvons-nous faire pour améliorer leur contribution?

Les systèmes de marché sont situés à l'intersection des flux urbains et ruraux, et pas seulement pour les aliments, mais aussi pour d'autres services non alimentaires. Les marchés de gros et les centres de distribution qui leur sont apparentés constituent une infrastructure essentielle des systèmes de marché, sans laquelle il n'y aurait que les grandes chaînes d'approvisionnement verticales qui n'utilisent pas les marchés de gros et les marchés informels/agricoles. Les marchés de gros regroupent les produits alimentaires produits par de nombreux agriculteurs de toutes tailles. L'accès aux marchés de gros peut être difficile pour les petits producteurs en raison des prix bas, des marges très étroites et du contrôle des prix par les acheteurs intermédiaires. Cependant, avec un bon dosage politique d'incitations et de réglementations, de transparence, de comptabilisation des coûts réels et d'équilibrage des règles du jeu pour que les petites et moyennes entreprises alimentaires puissent être compétitives, les marchés de gros sont une intersection critique des aspects ruraux et urbains des systèmes alimentaires dans le monde.

Le mélange d'incitations politiques nécessaires pour des marchés de gros inclusifs, résilients et sûrs proviendra de différents niveaux de gouvernance (municipal, sous-national et national) dans différents pays. Les politiques municipales sont généralement à l'origine du zonage de l'utilisation des sols, des améliorations des immobilisations, des marchés publics et des réglementations régissant les interactions entre les marchés de gros, de détail et informels. Les gouvernements régionaux ou territoriaux peuvent favoriser l'accès aux marchés pour les petits et moyens producteurs d'aliments et fournir des incitations allant de l'aide au développement technique et commercial à l'investissement dans la chaîne du froid, la distribution et les infrastructures de transformation. La politique et les investissements nationaux peuvent reconnaître et aider à coordonner le soutien de la gouvernance à plusieurs niveaux pour les marchés de gros en tant que composants essentiels des systèmes de marché, approvisionnant à la fois les marchés de détail et informels et dans certains cas des marchés hybrides dans un même espace. À chaque niveau de gouvernance, le financement mixte privé et public pour renforcer les systèmes de marché doit être un objectif dans la planification du développement durable et de l'action climatique dans le continuum urbain-rural.





Kelly Verel, **directrice principale des** **programmes de Projects** **for «Public Spaces»**

Dans la boucle: **Découvrez comment le** **projet «Market Cities» et le** **programme «Livable Cities»** **apportent des stratégies** **de pointe pour favoriser** **des environnements** **alimentaires durables!**

9

Suite au lancement des «Urban Rural Linkages Guiding Principles (URLGP)», ONU-Habitat a organisé plusieurs séries d'événements et de webinaires avec des experts afin de comprendre plus concrètement comment favoriser des environnements alimentaires durables et renforcer les liens entre les villes et les campagnes. Une première série de webinaires a été organisée pour identifier les points d'action clés afin de fournir des réponses efficaces pour gérer les problèmes de connexion entre les zones rurales et urbaines pendant la pandémie de Covid-19. Ces réponses comprennent des interventions ancrées localement, des politiques intégrées, des mesures de protection sociale et des réponses fondées sur des preuves. Une deuxième série de webinaires a ensuite été organisée afin de partager des informations plus détaillées et d'échanger des idées et des points de vue sur des projets concrets et efficaces qui pourraient être étendus. Le projet «Market Cities» figurait parmi les projets présentés, et nous avons voulu le présenter à nos lecteurs. Nous avons eu le plaisir de discuter avec deux des experts des coordinateurs du projet Market Cities: Kelly Verel, directrice principale des programmes à Projects for Public Spaces, et Kristie Daniel, directrice de programme, Livable Cities à HealthBridge Foundation.

Pourriez-vous présenter brièvement le «Project for Public Spaces» et en particulier le programme «Market Cities»?

Fondé en 1975, le «Project for Public Spaces» est un organisme international de conception et de planification urbaine à but non lucratif basé à New York, NY, USA. Nous plaçons la participation de la communauté au centre de tout ce que nous faisons, qu'il s'agisse de partenariats de création de lieux avec des entreprises et des fondations ou de nos ateliers, formations, conférences, etc. Notre équipe interdisciplinaire a aidé plus de 3 500 communautés dans 52 pays à créer des lieux inclusifs qui changent notre société pour le meilleur.

Le « Project for Public Spaces » a développé le concept du programme « Market Cities » en 2014. Un partenariat avec Health Bridge Foundation et Slow Food International a été formalisé début 2019 pour développer le programme ensemble. Évoluant à partir du programme des marchés publics de Project for Public Spaces, qui remonte à 1987, le programme s'appuie sur plus de 30 ans de travail international, y compris des projets avec des clients individuels dans plus de 70 communautés pour développer de nouveaux marchés publics d'aliments frais et revitaliser les marchés publics historiques.

Le programme Market Cities repose sur l'idée que des marchés publics performants aident à construire des communautés ancrées dans le bien-être et l'équité. Nous pensons que les marchés publics d'aliments frais sont des plateformes idéales pour soutenir les systèmes alimentaires régionaux. Les marchés peuvent améliorer les économies alimentaires régionales et renforcer les communautés locales s'ils bénéficient de l'organisation et du soutien appropriés. C'est pourquoi nous voulons renforcer les systèmes régionaux derrière les marchés, en connectant et en soutenant un ensemble diversifié de parties prenantes par le biais de la recherche, de la formation spécialisée et d'un réseau de pairs.

Pouvez-vous nous donner quelques exemples de projets réussis de «Market Cities» et nous dire ce que nous pouvons en apprendre?

Lorsque nous avons élaboré les sept principes pour devenir une «ville de marché» en 2019, nous voulions établir une norme élevée mais réalisable pour les villes. Aucune ville ne répond entièrement à ces sept principes, mais il existe des villes qui servent de solides exemples, notamment Barcelone, en Espagne, et Londres, au Royaume-Uni. Nous avons eu le plaisir d'accueillir nos conférences internationales sur les marchés publics dans ces deux villes (Barcelone en 2015 et Londres en 2019) et chaque ville a été choisie pour coprésenter parce qu'elle considérait ses marchés publics comme un système, ce qui est au cœur de notre programme des villes de marché.

Barcelone est mondialement connue pour ses marchés, mais ce qui nous a attiré là-bas, c'est la possibilité de présenter un système de marché qui a bénéficié d'investissements massifs dans les infrastructures et qui est apprécié par les habitants. Londres, bien qu'abritant plusieurs marchés historiques, commençait tout juste à penser à ses marchés publics de manière systématique, mais nous étions ravis que le maire Sadiq Khan ne reconnaisse pas seulement la valeur des plus de 200 marchés de Londres, mais qu'il investisse dans leur potentiel par le biais de la recherche, de la formation d'un London Market Board, du développement d'un programme d'opportunités économiques pour les nouveaux vendeurs et d'un soutien financier pour la programmation des marchés.

Depuis le lancement du programme en 2019, nous avons piloté trois projets de villes marchandes aux États-Unis et au Canada, en nous concentrant sur les enquêtes, l'analyse et la cartographie. Ces trois villes sont maintenant au stade initial ou intermédiaire de la compréhension des lacunes et des opportunités auxquelles est confronté leur système de marché, ce qui est la première étape pour devenir une Market City.

“Les marchés peuvent améliorer les économies alimentaires régionales et renforcer les communautés locales s'ils bénéficient d'une organisation et d'un soutien appropriés.”

Nous avons vu que tous les projets sont développés avec une approche multi-acteurs: pourriez-vous nous dire brièvement quels sont les partenaires typiques d'un projet Market Cities? Et pourquoi est-il important pour Market Cities d'avoir divers partenaires et parties prenantes?

Comme mentionné ci-dessus, Project for Public Spaces place l'engagement communautaire au cœur de ce que nous faisons et le programme Market Cities n'est pas différent - en fait, la collaboration est l'un des sept principes de notre programme Market Cities. Les parties prenantes évidentes d'un projet Market Cities sont les gestionnaires et les opérateurs de marchés publics, les vendeurs et les clients, mais les décideurs politiques de la ville et de l'État, les institutions de santé publique, les défenseurs des petites entreprises et autres sont tout aussi importants pour la collaboration. Pour devenir une ville marchande, vous avez besoin de ces autres partenaires afin d'établir des politiques et des programmes qui maximisent la santé financière et les avantages communautaires des systèmes de marchés publics.

Quel est le rôle que jouent les marchés pour garantir des environnements alimentaires durables? Et comment cela est-il lié à l'accès à des régimes alimentaires sains et à des aliments sûrs?

Les marchés publics offrent de nombreux avantages aux communautés qu'ils desservent, notamment en favorisant la santé publique et en soutenant les liens entre les villes et les campagnes. De nombreux marchés, en particulier les marchés de produits frais, sont des lieux de vente directe aux consommateurs pour les agriculteurs locaux et régionaux. Non seulement ces marchés permettent aux agriculteurs d'obtenir plus d'argent pour leurs produits, mais ils encouragent la diversité et l'innovation dans les produits. Les clients visitent ces marchés pour vivre une expérience qui sort de l'ordinaire et, par conséquent, de nombreux agriculteurs cultivent des produits et/ou élèvent des animaux qui ne seraient peut-être pas viables sur un marché conventionnel où l'homogénéité est une priorité.





Les marchés publics sont également d'excellents espaces pour encourager une alimentation et des comportements sains d'une manière moins intimidante que le cabinet d'un médecin ou un hôpital. Les partenaires de la santé publique aiment interagir avec le public sur les marchés car ils peuvent établir un lien direct entre la consommation d'aliments frais et l'amélioration de la santé dans une atmosphère conviviale. Dans certains pays, les responsables des marchés publics ont développé cette approche par le biais de programmes d'incitation, qui augmentent la somme d'argent que les clients à faible revenu peuvent dépenser pour acheter des aliments frais, rendant ainsi l'option plus saine plus abordable. Dans le Sud, les marchés publics, y compris les marchés informels et formels, peuvent être la seule source d'aliments frais, sains et abordables. Dans ces endroits, il est vital que ces marchés publics disposent des financements et des capacités de gestion dont ils ont besoin pour être des sources sûres de nourriture. Pour ces raisons, la résilience est un autre des principes de notre programme Market Cities. Notre programme préconise le développement de réseaux de distribution qui privilégient et soutiennent les aliments sains, abordables et sûrs, ainsi que d'autres biens produits dans la région.

Selon vous, quel rôle les marchés de gros de produits alimentaires frais pourraient-ils jouer dans les villes marchandes? Pouvez-vous nous donner quelques exemples de réussite?

Les marchés alimentaires de gros jouent un rôle essentiel en facilitant l'échange efficace de denrées alimentaires et de marchandises. Pourtant, les marchés de gros sont souvent négligés, précisément parce qu'ils ne sont pas visibles pour la plupart des consommateurs - ils sont généralement situés à la périphérie des villes et certains nécessitent même une autorisation spéciale pour y accéder. Pourtant, ils sont essentiels dans de nombreux pays du monde, car les vendeurs des marchés destinés aux consommateurs sont souvent des revendeurs qui s'approvisionnent sur les marchés de gros. Sans les marchés de gros, les villes auront du mal à être résilientes, car ils sont essentiels à la distribution des marchandises.

Nous, au Programme des villes de marché, ne prétendons pas être des experts en matière de marchés de gros (c'est pourquoi nous sommes reconnaissants à WUWM) mais, nous accueillons avec plaisir les nouvelles

opportunités de dialogue et d'apprentissage. Par exemple, nous sommes ravis de la recherche à venir du Centre d'investissement de la FAO, qui a constaté que les marchés alimentaires de gros ont servi d'infrastructure clé pendant la pandémie, fournissant un accès sûr aux produits locaux à des prix équitables tout en sécurisant l'approvisionnement alimentaire des villes et des régions. En outre, leur recherche a révélé que les pays qui avaient organisé et modernisé les réseaux d'infrastructure des marchés alimentaires de gros, comme la France, l'Italie et l'Espagne, ont fait preuve d'une grande capacité à faire face aux défis perturbateurs tout en soutenant les secteurs traditionnels et la production locale. Pour ces raisons et bien d'autres encore, les marchés de gros doivent être considérés comme des acteurs essentiels de la stratégie des villes de marché.

Pensez-vous que WUWM pourrait propulser le programme Market Cities? Si oui, de quelle manière pourrions-nous favoriser l'action ensemble?

Le Programme des villes de marché est enthousiaste à l'idée de trouver des moyens de travailler avec WUWM! Notre programme remplit sa mission en travaillant avec les villes sur des projets modèles, en organisant des événements tels que des formations, des conférences et des webinaires, et en fournissant des liens et un soutien aux responsables des marchés publics par le biais de notre bulletin d'information, de notre bibliothèque de ressources et d'autres activités.

Pour chacune de ces activités, les marchés de gros ont un rôle à jouer. Nos projets modèles seraient renforcés par une plus grande participation des leaders des marchés de gros locaux. Nos événements pourraient comporter des sessions et des intervenants du marché de gros. Et notre bulletin d'information et notre bibliothèque de ressources pourraient présenter des histoires, des recherches et des outils pour et par les leaders des marchés de gros.

Une opportunité spécifique et passionnante à venir est notre 11e Conférence internationale sur les marchés publics qui se tiendra en 2023. Nous espérons annoncer le lieu plus tard dans l'année, mais nos finalistes sont Baltimore, Maryland aux États-Unis, Guadalajara, Jalisco au Mexique, et Toronto, Ontario au Canada. Ces trois villes bénéficient de leurs marchés de gros régionaux, qui pourraient jouer un rôle important lors de la prochaine conférence.

Kristie Daniel,

directrice de programme, Livable Cities à la Fondation HealthBridge



Pouvez-vous présenter brièvement le programme «Livable Cities»?

Le programme HealthBridge Livable Cities travaille avec des groupes locaux dans des pays à revenu faible ou intermédiaire pour améliorer l'habitabilité des villes grâce à un accès équitable à des transports et des aliments sains, ainsi qu'à des parcs et des espaces publics. Les marchés publics locaux sont un domaine clé où nous nous concentrons sur la conduite de recherches pour mieux comprendre le contexte local, l'organisation de projets pilotes comme moyen de démontrer ce qui est possible, l'organisation d'ateliers de renforcement des capacités pour les communautés et les fonctionnaires, et le plaidoyer pour l'adoption de politiques à mettre en œuvre. Nous avons actuellement des projets dans neuf pays et 19 villes.

12

Votre organisation a mené de nombreuses études sur l'urbanisme. D'après vos conclusions, quel rôle les marchés de produits alimentaires frais ont-ils joué dans l'amélioration de l'habitabilité des villes?

Les marchés de produits alimentaires frais sont essentiels à l'habitabilité des villes et contribuent à de nombreux objectifs de développement durable. Les marchés fournissent évidemment les espaces dans la communauté où les gens peuvent accéder à des aliments sains, frais et souvent locaux. En tant qu'organisation de santé, c'est très important si nous voulons réduire les maladies non transmissibles. Mais les marchés alimentaires locaux sont également une source importante de revenus pour de nombreux vendeurs formels et informels dans les villes. Et les marchés sont connus pour soutenir une économie plus circulaire où les fonds dépensés au marché sont redistribués

dans la communauté. Les marchés sont souvent les endroits de la communauté où les résidents peuvent se rassembler, rencontrer leurs voisins et développer des liens sociaux. Ces liens sont essentiels en cas de catastrophe. Les marchés jouent donc un rôle essentiel dans l'habitabilité des villes.

Nos recherches ont porté sur la compréhension de l'environnement des transports, des parcs et de l'environnement alimentaire. En ce qui concerne l'environnement alimentaire, le rôle des marchés est évident. Mais ce qui est particulièrement remarquable, c'est qu'une variété de marchés est la clé d'un environnement alimentaire sain. Une étude que nous avons menée au Népal a montré que la ville avait besoin de vendeurs mobiles, de marchés permanents et de marchés semi-permanents afin de garantir un accès à pied à tous les résidents. Cependant, notre travail sur les transports et les espaces publics a également un lien important avec les marchés alimentaires. Dans de nombreuses villes du monde, les vendeurs informels et les marchés de producteurs plus formels sont situés dans des espaces publics. Les villes qui connaissent des inégalités spatiales en termes d'accès aux marchés peuvent se tourner vers les espaces publics pour combler ces lacunes.

Pour nos recherches sur les transports, les marchés sont des destinations clés pour les habitants. Ainsi, lorsque nous menons des études sur les transports, nous essayons de comprendre le réseau de rues entourant les marchés, car c'est ce qui déterminera s'il est possible de s'y rendre à pied ou à vélo. En outre, nos études tentent d'identifier les moyens de mieux soutenir les vendeurs de nourriture informels au sein du réseau de rues, afin qu'ils ne bloquent pas la circulation piétonne tout en fournissant leur service essentiel.





Quels sont les principaux défis auxquels les villes sont confrontées pour construire des villes et des communautés inclusives, sûres, résilientes et durables dans le domaine de la gouvernance alimentaire?

Le premier défi est que les villes ne comprennent pas toujours l'atout que représentent leurs marchés locaux. De nombreuses villes sont incapables de nous dire exactement où sont situés les marchés, combien il y en a et quelle est leur qualité. Si vous ne comprenez pas vos atouts et ce qui peut manquer, il est difficile d'élaborer une politique globale. C'est pourquoi nous commençons toujours par une étude d'évaluation de la situation, qui inclut l'environnement politique, afin de comprendre pleinement ce qui se passe dans une ville.

Je pense également que de nombreuses villes ne s'attachent pas à envisager la sécurité alimentaire communautaire de manière globale. De nombreux gouvernements, à tous les niveaux, se concentrent presque exclusivement sur l'aspect approvisionnement de la sécurité alimentaire et n'accordent que peu de réflexion ou d'attention à l'aspect distribution. Or, comme nous l'avons vu lors de la pandémie, il est tout aussi important de s'assurer que la nourriture peut être distribuée. Cette réflexion globale va devenir cruciale à mesure que les perturbations liées au changement climatique se multiplieront.

Enfin, je dirais que les silos qui sont souvent présents au sein des gouvernements constituent un obstacle à la construction de villes vivables. La politique alimentaire est souvent du ressort de différents départements gouvernementaux qui ne se parlent pas. Tout comme les espaces publics tels que les parcs, les marchés doivent faire partie de la planification urbaine et des transports. Les plans d'urbanisme doivent réserver de l'espace aux marchés publics locaux et les plans de transport doivent garantir que les marchés eux-mêmes sont facilement accessibles. Mais dans de nombreux endroits, les marchés sont souvent envisagés après coup, quand ils le sont. La plupart des villes ont une politique en matière de sécurité alimentaire, mais beaucoup d'entre elles n'ont pas de plan global en la matière. La production d'aliments relève souvent des ministères de l'agriculture, qui ne parlent pas forcément aux urbanistes et aux planificateurs des transports. Il est donc très important de traiter les questions de compétence et de veiller à ce que tous ces départements et ministères se parlent les uns aux autres.

Pouvez-vous donner quelques exemples de la manière dont les marchés alimentaires peuvent avoir un impact positif sur la santé et le bien-être des personnes en situation de vulnérabilité?

Les marchés publics locaux contribuent à créer des environnements sains qui encouragent une alimentation saine. Alors que les pays à revenu faible et intermédiaire connaissent une transition nutritionnelle, dans laquelle les aliments traditionnels locaux sont remplacés par des aliments à forte densité énergétique et hautement transformés, le rôle des marchés est devenu de plus en plus important. Pour avoir une alimentation saine, les gens doivent pouvoir accéder facilement à des aliments sains, notamment des fruits et légumes frais, à des prix abordables. Les marchés locaux sont les principaux distributeurs d'aliments sains dans de nombreuses villes du monde et sont particulièrement importants pour les personnes vivant dans la pauvreté. Les pauvres comptent sur les marchés pour pouvoir acheter de plus petites quantités, négocier des prix plus bas et demander des possibilités de crédit.

En outre, les marchés publics locaux sont importants pour la subsistance des commerçants et des petits commerces de détail locaux. Les marchés publics locaux sont accueillants pour les petits commerçants, notamment par rapport aux centres commerciaux qui favorisent les grandes entreprises. Dans de nombreux pays, les marchés publics locaux sont une source d'emploi pour les femmes. Par exemple, on estime à 125 000 le nombre de commerçants informels à Hanoi et environ 59 % d'entre eux sont des femmes. Les marchés publics locaux sont également importants pour les femmes dans leur rôle socialement attribué de pourvoyeuses principales pour les familles. Les consommateurs à faibles et moyens revenus comptent sur les marchés traditionnels proches de leur domicile pour satisfaire leur besoin en aliments frais disponibles localement à des prix abordables. Alors que les femmes sont de plus en plus nombreuses à entrer dans la vie active, l'existence de marchés proches de leur domicile est un avantage majeur pour elles qui doivent jongler avec leurs responsabilités quotidiennes de travailleuses et de principales personnes en charge de leur famille.

Quels sont les défis les plus courants auxquels les marchés alimentaires sont confrontés en termes d'accessibilité? Et quel est le rôle des marchés de gros dans le soutien d'environnements alimentaires sains?

Nos recherches ont permis d'identifier deux défis majeurs liés à l'accessibilité des marchés alimentaires. Le premier est lié au réseau de transport dans les villes. De nombreux marchés sont situés dans des quartiers, mais les infrastructures piétonnes et cyclables qui permettent aux gens de se rendre de leur domicile au marché sont médiocres. Cette situation est particulièrement problématique pour les personnes vivant avec un handicap. Des trottoirs ou des chemins piétonniers de mauvaise qualité ou inexistantes sont difficiles, voire impossibles, pour une personne vivant avec un handicap moteur ou visuel. C'est souvent un problème à la fois pour accéder au marché et à l'intérieur du marché lui-même.

Le deuxième défi majeur est ce que nous appelons «l'inégalité spatiale des marchés». Nous voulons que les gens aient facilement accès à des aliments frais et sains, ce qui signifie que les marchés doivent se trouver à distance de marche de leur lieu de résidence. Les recherches sur la marchabilité suggèrent que dans la plupart des endroits, «marchable» correspond à une distance de 400 m à 800 m ou à une marche de cinq à dix minutes. De nombreuses villes ne disposent pas d'un nombre suffisant de marchés physiques pour que chacun puisse s'y rendre à pied. C'est là que les marchés de gros peuvent jouer un rôle important. Dans les villes qui ne sont pas en mesure d'ajouter des marchés de producteurs ou un marché physique, des vendeurs informels et mobiles peuvent aider à combler le vide. Mais ces vendeurs achètent de petites quantités et sont souvent nombreux. Il est donc difficile pour les agriculteurs de travailler directement avec eux et les vendeurs informels sont désavantagés en termes de négociation des prix. Les marchés de gros sont bien mieux placés pour travailler avec ces vendeurs informels.

“Les marchés locaux sont les principaux distributeurs d'aliments sains dans de nombreuses villes du monde et sont particulièrement importants pour les personnes vivant dans la pauvreté.”

Aujourd'hui, nous parlons beaucoup de la sécurité alimentaire dans les décennies à venir, et de la façon dont nous pouvons favoriser la transition des systèmes alimentaires grâce à de meilleures habitudes alimentaires. Pensez-vous que le fait de changer la façon dont nous construisons ou vivons les villes pourrait favoriser cette transition? Pouvez-vous nous donner quelques idées sur la manière d'y parvenir?

La façon dont les villes sont construites peut absolument contribuer à nous propulser vers un monde plus sûr sur le plan alimentaire. La pandémie nous a montré à quel point il est important que les gens puissent accéder à ce dont ils ont besoin près de chez eux. Pendant la pandémie, nous ne voulions pas que les gens se déplacent dans toute la ville. Cela signifie que lorsque l'urbanisme est en cours, nous devons tenir compte de l'endroit où les gens vont accéder à la nourriture. La plupart des plans d'urbanisme tiennent compte de l'emplacement des lieux de travail, des écoles et des institutions. L'alimentation doit également faire partie de cette discussion et de cette planification.

Malgré les nombreux rôles importants que jouent les marchés dans les communautés, on observe dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire une tendance à fermer les marchés publics locaux et à les remplacer par des supermarchés, et à ne pas construire de nouveaux marchés dans les zones en expansion de la ville. Cette tendance a un impact négatif sur la santé car les supermarchés, en particulier dans les pays en développement, ont tendance à vendre principalement des aliments hautement transformés et à faible valeur nutritionnelle. L'évolution de l'environnement alimentaire a un impact sur les aliments disponibles et accessibles dans les communautés. Les types de points de vente de nourriture, tels que les marchés locaux, les petits magasins et les supermarchés, exercent un contrôle important sur les aliments qui sont accessibles, disponibles et abordables et ont une grande influence sur les choix alimentaires que les gens peuvent faire.

Bien que certaines politiques puissent rendre les aliments fortement transformés moins attrayants, et notamment des mesures telles que la politique fiscale, ces politiques ne constituent qu'une partie de la solution. Dans le domaine de la santé publique, nous parlons de la nécessité de «faire du choix sain un choix facile». Les marchés jouent un rôle vraiment important pour faire en sorte que le choix sain soit le choix le plus facile. Donc, si nous réimaginons nos villes pour faire en sorte que les marchés soient considérés comme des atouts qui contribuent à la santé, aux moyens de subsistance, aux liens sociaux et à la résilience, nous serons plus enclins à leur donner la priorité.





“En s’associant avec WUWM, GAIN espère combiner notre expertise en matière de nutrition et de contextes à faibles revenus avec l’expertise de WUWM en matière de marchés.”

Entretien

**avec Lawrence Haddad
le directeur exécutif de GAIN,
à propos du récent protocole
d’accord que WUWM vient de
signer avec GAIN.**

15

WUWM) a signé un protocole d’accord avec l’Alliance mondiale pour l’amélioration de la nutrition (GAIN) le 1er février 2022. Ce nouveau partenariat vise à améliorer la résilience des marchés traditionnels de vente au détail de produits frais, en Asie et en Afrique. Nous avons eu l’occasion d’échanger avec Lawrence Haddad, le directeur exécutif de GAIN, sur l’organisation, les projets de GAIN et comment il pense que ce protocole d’accord pourrait aider à favoriser des environnements alimentaires durables.

Pourriez-vous présenter brièvement GAIN aux lecteurs de ce bulletin?

GAIN» est l’abréviation de «Global Alliance for Improved Nutrition». Nous sommes une fondation basée en Suisse qui travaille à améliorer la consommation d’aliments nutritifs et sûrs pour tous, en particulier pour les personnes les plus vulnérables à la faim et à la malnutrition. Nous avons des bureaux dans cinq pays d’Afrique subsaharienne, et quatre en Asie du Sud et du Sud-Est, ainsi que des bureaux de représentation en Suisse, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Dans les forums mondiaux, dans les pays et dans les villes, nous mettons en œuvre des projets sur le terrain et nous nous engageons intensivement

dans les processus politiques. Nous travaillons en partenariat avec des organisations partageant les mêmes idées et, très souvent, nous faisons le lien entre les secteurs public et privé.

Pouvez-vous nous parler des projets que GAIN mène pour promouvoir au niveau local la transition des systèmes alimentaires? Dans quels pays sont-ils mis en œuvre et quels résultats ont-ils obtenus jusqu’à présent?

GAIN travaille actuellement sur plus de 100 projets! Nos partenariats les plus étroits avec les administrations des villes et des comtés sont situés à: Addis-Abeba (Éthiopie); Kiambu et Machakos (Kenya); Dar es Salaam (Tanzanie); Beira et Pemba (Mozambique); Rawalpindi et Peshawar (Pakistan); Dhaka (Bangladesh), et Surabaya (Indonésie). Dans ces villes, par exemple, nous avons: remis en état des marchés de produits frais, aidé à établir des forums de planification et de gouvernance multipartites ainsi que des systèmes de suivi des systèmes alimentaires locaux, et nous avons travaillé avec des décideurs politiques pour co-concevoir des options permettant aux systèmes alimentaires de continuer à fonctionner pendant la Covid-19. En collaboration avec le Milan Urban Food Policy Pact et RUAF (Hivos), nous gérons également une plateforme de partage de connaissances entre villes, Food Action Cities (www.foodactioncities.org). Cette plateforme met à la disposition des décideurs du monde entier, via leur téléphone portable ou leur ordinateur, l’inspiration, l’expérience et les ressources des villes qui œuvrent en faveur d’environnements alimentaires résilients et remodelés pour tous.

Quelles sont les observations que GAIN pourrait faire sur le lien entre les marchés alimentaires de rue et la garantie d'«environnements alimentaires durables»?

Les environnements alimentaires sont les lieux où la nourriture et les gens se rencontrent. Nos analyses montrent que pour de nombreux ménages à faibles revenus en Afrique et en Asie, les marchés alimentaires «traditionnels» et/ou «municipaux» sont des lieux clés où vendeurs et consommateurs s'engagent - rendant la nourriture accessible, gagnant des revenus, partageant des connaissances et achetant de la nourriture. Ces marchés permettent en particulier d'accéder aux aliments frais, tels que les légumes, les fruits et les aliments d'origine animale. Comme ce sont précisément ces aliments qui apportent le plus de vitamines et de minéraux au régime alimentaire de ces consommateurs, les projets de GAIN visant à rendre les marchés résilients mettent l'accent sur l'efficacité, la sécurité alimentaire, la durabilité et la gouvernance.

Quels objectifs GAIN espère-t-il atteindre en s'associant avec WUWM?

En s'associant avec WUWM, GAIN espère combiner notre expertise en matière de nutrition et de milieu à faibles revenus avec l'expertise de WUWM en matière de... marchés! Nous espérons promouvoir davantage d'investissements dans les marchés d'Afrique et d'Asie, développer conjointement de meilleurs modèles de gouvernance et de fonctionnement pour les marchés importants dans ces contextes, et partager plus largement nos apprentissages.

Selon vous, quel rôle les marchés de gros peuvent-ils jouer pour favoriser la transition de nos systèmes alimentaires vers plus de durabilité, de disponibilité et d'accessibilité?

Les marchés de gros constituent un nœud de distribution alimentaire essentiel, en particulier dans les environnements alimentaires urbains. Ils se connectent efficacement au système alimentaire plus large, en rapprochant physiquement une variété d'aliments des communautés urbaines. Ces marchés fournissent des aliments aux marchés de détail de quartier, ainsi qu'à toute une série de vendeurs et de points de vente d'aliments préparés. Les marchés de gros influencent les prix des aliments locaux et, à ce titre, ces marchés jouent un rôle important en rendant les aliments sûrs et nutritifs plus abordables. En outre, les marchés de gros offrent des leviers essentiels pour garantir la qualité et la sécurité des aliments et réduire les pertes et le gaspillage de nourriture - autant d'éléments essentiels à la santé et au bien-être des personnes et de la planète. Enfin, ils peuvent servir

“Les marchés de gros offrent des leviers essentiels pour garantir la qualité et la sécurité des aliments, ainsi que la réduction des pertes et des déchets alimentaires - autant d'éléments essentiels à la santé et au bien-être des personnes et de la planète.”

de modèle de bonne gouvernance et de gestion opérationnelle pour d'autres marchés de détail plus petits, notamment en ce qui concerne l'utilisation des énergies renouvelables.

Pensez-vous que l'union des forces de GAIN et de WUWM peut changer la donne en améliorant concrètement les systèmes alimentaires au niveau local et en promouvant des régimes alimentaires plus sains pour les populations les plus vulnérables? Si oui, de quelle manière?

Oui! En Afrique et en Asie, les marchés sont confrontés à des problèmes de gouvernance, notamment au détriment de ceux qui souffrent le plus de la faim et de la malnutrition. Lorsque ces marchés ne fonctionnent pas correctement et que les populations sont exclues par divers obstacles de la valeur sociale, économique et sanitaire des marchés, les impacts qui en découlent comprennent une vulnérabilité accrue aux pertes de revenus et d'emplois, des aliments de mauvaise qualité et dangereux, le caractère inabordable d'aliments vitaux et nutritifs comme les fruits et légumes frais ainsi que les produits de base, et l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre en raison des pertes et gaspillages alimentaires excessifs. La vulnérabilité du marché dans le système alimentaire rend les gens et la planète plus vulnérables aux chocs tels que la pandémie de Covid-19, les inondations, les sécheresses et l'instabilité politique et économique. Les organisations membres du WUWM ont surmonté ces défis de manière innovante depuis des décennies, et peuvent travailler avec GAIN, les gouvernements et les comités de marché locaux, en Afrique et en Asie, pour co-développer de meilleures solutions qui sont appropriées localement mais qui bénéficient également de l'expertise de GAIN et du WUWM. Nous ne pourrions pas être plus heureux de commencer cette aventure ensemble!



Bonnes pratiques:

Découvrez Agoralim, l'ambitieux projet que le gouvernement français a demandé au Marché de gros de Rungis de concevoir afin d'assurer un approvisionnement durable de la région parisienne en produits alimentaires frais dans les décennies à venir!

Nous souhaitons partager le projet Agoralim avec nos lecteurs car nous pensons que ce projet innovant pose d'excellentes bases pour de nouvelles approches territoriales concrètes et multipartites et la conception d'infrastructures qui peuvent assurer des écosystèmes alimentaires durables et résilients.

Pour répondre aux besoins d'une population toujours plus nombreuse, il est important d'initier une nouvelle dynamique territoriale et de développer un écosystème alimentaire local, où la population a accès à une alimentation abordable, saine et durable. Dans ce contexte, la qualité du lien entre la production et la distribution des produits alimentaires est plus que jamais un facteur clé pour garantir un approvisionnement alimentaire durable.

Nous sommes particulièrement enthousiasmés par cette initiative, étant donné qu'elle a le potentiel de répondre aux trois principaux défis auxquels la plupart de nos membres peuvent être confrontés:

1. Les attentes des consommateurs évoluent: ils privilégient de plus en plus l'authenticité des produits et leur ancrage local, la simplicité des méthodes de transformation, la qualité et la traçabilité des aliments. Il y a donc un appel à la promotion et au développement des circuits courts.
2. La demande de produits frais est en hausse: pour nourrir la population croissante, il faudra disposer de capacités de distribution supplémentaires qui complètent celles qui existent déjà, afin d'assurer un approvisionnement alimentaire efficace et durable pour les régions.
3. Le défi environnemental lié à la logistique: la congestion, voire la saturation, des grands axes routiers entraîne un allongement des temps de transport et donc une augmentation de l'empreinte carbone des flux d'approvisionnement. Il faut donc prévoir et développer de nouveaux flux de transport.

Nous avons la chance d'interviewer Benoit Juster, directeur stratégique du marché de gros de Rungis, pour vous apporter plus d'informations sur ce projet!



Pouvez-vous expliquer en quelques mots le projet Agoralim?

Agoralim est un projet multi-sites qui sera situé dans et autour de l'est de Paris (le Val d'Oise) et couvrira l'ensemble de la chaîne de valeur alimentaire, de la production agricole à la distribution et à la transformation. Il comprendra un site dédié à la production agricole, basé sur les principes de l'agro-écologie et une ou plusieurs plateformes de distribution situées à proximité. Agoralim est un projet de territoire qui entend accompagner les évolutions démographiques, sociales et environnementales de la région Île-de-France (ce qui comprend la région parisienne et sa banlieue). Dans les années à venir, il s'agira de nourrir une population francilienne toujours plus nombreuse, tout en répondant aux nouvelles aspirations des consommateurs en matière d'alimentation: plus de production locale, plus de circuits courts et donc moins d'intermédiaires, plus de produits frais et sains cultivés dans un plus grand respect de l'environnement. Tels sont les défis auxquels Agoralim répond.

Qui sont les acteurs impliqués dans ce projet?

Depuis plus de 50 ans, la Semmaris, société gestionnaire du marché de gros de Rungis, est chargée par l'Etat français d'une mission d'intérêt général pour assurer l'approvisionnement en produits frais de 18 millions d'habitants. Cette mission est assurée à partir de la plateforme de Rungis. Pour continuer à assurer cette mission dans de bonnes conditions, il est nécessaire, en raison

“Agoralim est un projet de territoire qui entend accompagner les évolutions démographiques, sociales et environnementales de la région parisienne.”

du développement démographique de la région, de disposer d'un second site dans le nord de Paris. L'Etat a donc demandé à la Semmaris d'étudier et de développer ce projet appelé Agoralim. Ce projet est élaboré en concertation avec les collectivités locales (Région, Département et communes).

Pouvez-vous nous dire en quoi Agoralim est un projet très innovant en termes de conception et de mobilisation d'une pluralité d'acteurs?

Le projet est développé dans un esprit de co-construction avec toutes les parties prenantes. Il est réellement innovant dans sa méthode, puisqu'il est mené dans une logique ascendante. Un « appel à idées » public a été lancé en 2021 et a connu un grand succès avec plus de 230 contributions! Au total, 234 contributions ont été déposées par des collectivités locales, des acteurs économiques et institutionnels, des représentants du monde agricole, des associations et le grand public. Pendant trois mois, les acteurs ont pu s'exprimer et soumettre leurs propositions sur un site internet dédié www.agoralim.fr, via un questionnaire sur les 5 grandes thématiques du projet. Quelque 234 contributions ont été déposées: 70 concernaient l'agriculture et l'agroalimentaire, 67 la logistique, 47 l'alimentation saine, 42 l'emploi et la formation et 8 les sites du futur centre agro-écologique du nord de l'Ile-de-France.

Le marché de Rungis a présenté un projet au Premier ministre cette semaine: pouvez-vous résumer les principaux points/propositions exprimés dans ce rapport?

Tout d'abord, les propositions concernent la philosophie du projet: Agoralim doit développer un écosystème favorisant les produits locaux et les circuits courts. Agoralim doit également être un projet de territoire en créant un écosystème autour de l'industrie alimentaire. Le projet présente des propositions opérationnelles en termes de localisation, de calendrier, d'incitations à créer, de financement, etc. pour construire un pôle alimentaire durable et résilient pour la région parisienne.

Les 6 propositions du président du marché de Rungis au Premier ministre où:

Aide à la transition des secteurs agricole et agroalimentaire

1. Mettre en place un «territoire d'avenir agricole», à l'instar du programme «territoire d'innovation de grande ambition».
2. créer une société foncière agricole, un nouvel outil de développement pour soutenir le contrôle des terres agricoles complexes.

Soutenir le développement économique et social de la région parisienne

3. mettre en place des structures publiques (instituts de recherche, organismes de formation de haut niveau pour la logistique, l'agroalimentaire...) pour multiplier les bénéfices d'Agoralim.
4. créer une plate-forme de fret rail-route pour répondre aux besoins de transport combiné et améliorer les performances environnementales et opérationnelles des activités

Lancement des actions de préfiguration

5. éduquer à une bonne alimentation
6. mettre en place un site de commerce électronique

Pouvez-vous résumer la feuille de route actuelle d'agoralim?

La feuille de route est de créer des installations dont les premières ouvertures auront lieu en 2025. Ils accueilleront une variété d'acteurs pour former cet écosystème: producteurs, transformateurs, logisticiens, instituts de formation, centres de recherche, administrations, etc.... Ce projet sera la clé pour créer un écosystème alimentaire durable, du sol à l'assiette en région parisienne. Aujourd'hui, il est important de profiter de la dynamique créée sans attendre ces nouveaux équipements. Des actions de préfiguration seront donc lancées dès 2022 dans les domaines de la logistique, de la communication sur l'alimentation saine et de la formation.

Comment le projet sera-t-il financé?

La première partie du projet sera financée par la Semmaris, qui dispose d'une capacité d'investissement basée sur un modèle économique éprouvé. La seconde partie sera financée, en fonction de la diversité des projets, par des fonds publics (Etat et collectivités locales) et, au cas par cas, avec le soutien de partenaires privés.





Innovation:

Les villes peuvent-elles transformer les systèmes agroalimentaires? Anja de Cunto, coordinatrice de projet et conseillère politique pour l'alimentation et les marchés publics chez Eurocities, présente leur travail pour améliorer les environnements alimentaires et la sécurité alimentaire.

19

La transformation du système alimentaire est un problème mondial qui nécessite une approche systémique et des actions conjointes. Les villes sont au cœur de cette transformation.

Nous avons eu le plaisir d'interviewer Eurocities, le réseau des plus grandes villes d'Europe (qui comprend plus de 200 grandes villes de 39 pays, représentant 130 millions d'habitants), afin de découvrir le travail qu'elles accomplissent pour améliorer l'environnement alimentaire, la sécurité alimentaire et la transformation durable des systèmes agroalimentaires.



Pouvez-vous présenter brièvement «Eurocities»?

Eurocities est le réseau des grandes villes européennes. Nous rassemblons plus de 200 villes européennes qui souhaitent promouvoir une meilleure qualité de vie pour leurs citoyens. Nous travaillons sur plus de 40 domaines d'intérêt pour les villes. En tant qu'Eurocities, nous représentons les intérêts des villes auprès de l'Union européenne et nous voulons également nous assurer que les villes puissent partager et apprendre les unes des autres, notamment dans de nouveaux domaines de travail tels que la politique alimentaire urbaine.



Pourriez-vous présenter brièvement le travail effectué par Eurocities en matière de politiques alimentaires?

Ce n'est qu'au cours des cinq dernières années que nous avons commencé à travailler de manière plus stratégique sur l'alimentation, notamment grâce au travail de la ville de Milan qui a lancé le Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan, reconnaissant le rôle central que les villes peuvent jouer dans le façonnement des systèmes alimentaires.

Nous réunissons les responsables de l'alimentation des villes pour échanger sur la meilleure façon de façonner le système alimentaire. Nous nous concentrons régulièrement sur différents aspects de l'action alimentaire dans les villes: par exemple, la valorisation des déchets alimentaires, les solutions d'aide alimentaire (notamment pendant la pandémie) et la production alimentaire urbaine.

Nous voulons nous assurer que la prochaine législation alimentaire de l'UE prenne en considération le rôle et la valeur ajoutée des villes, mais aussi leurs défis, par exemple lorsqu'il s'agit d'utiliser les marchés publics pour soutenir les chaînes d'approvisionnement courtes et reconnecter les [zones urbaines et périurbaines](#).

Enfin, nous aidons les villes à s'impliquer dans des projets financés par l'UE sur l'innovation alimentaire, des projets comme [Food Trails](#).

Dans ses 11 villes partenaires, Food Trails développera des laboratoires participatifs, des projets pilotes innovants et des politiques alimentaires transformatrices et co-crées.

“Les environnements alimentaires sont la reconnaissance du fait que les systèmes alimentaires ne se limitent pas à la production alimentaire, mais que la consommation alimentaire joue un rôle fondamental pour les façonner.”

Vous avez récemment publié, au sein de la coalition pour la politique alimentaire de l’UE, un rapport intitulé «Food environments & EU food policy discovering the role of food environments for sustainable food systems». Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur ces publications et sur le rôle d’Eurocities dans ce domaine?

Eurocities est l’une des organisations impliquées dans la [Coalition alimentaire](#). La Coalition rassemble la société civile et les organisations qui s’efforcent d’affiner et de défendre une vision commune des systèmes alimentaires durables au niveau de l’UE, comme par exemple: Des ONG d’un large éventail travaillant sur les systèmes alimentaires, des mouvements sociaux de base, des organisations d’agriculteurs, des organisations de pêcheurs, des syndicats, des groupes de réflexion, des groupes scientifiques et de recherche.

Ensemble, nous collaborons sur des domaines de travail communs faisant partie de l’initiative «de la ferme à la table» et des législations connexes: de la politique agricole commune au commerce international, en passant par les marchés publics et le gaspillage alimentaire. Ensemble, nous croyons au rôle des environnements alimentaires en tant que domaine d’action fondamental pour façonner les systèmes alimentaires. Comme nous sommes une grande variété d’organisations, chacune d’entre nous prend l’initiative et collabore en fonction de ses principaux objectifs de plaidoyer et de ses domaines d’expertise. En particulier, la collaboration sur l’environnement alimentaire est possible grâce à l’excellent travail des collègues de l’Alliance européenne pour la santé publique, avec lesquels nous partageons de nombreux points communs en matière de plaidoyer.

Pourriez-vous expliquer ce que sont les environnements alimentaires, quel est le rôle des villes pour les favoriser, et ce que signifierait pour une ville l’intégration d’une «approche de l’environnement alimentaire» en termes de politiques?

Les environnements alimentaires sont la reconnaissance du fait que les systèmes alimentaires ne se limitent pas à la production de denrées alimentaires, mais que la consommation alimentaire joue un rôle fondamental pour les façonner. Par conséquent, nous voulons aider les citoyens à faire des choix alimentaires sains et durables qui auront également un impact sur la façon dont les aliments sont produits. Toutefois, s’appuyer exclusivement sur l’éducation, l’information et l’étiquetage n’est pas la seule solution, car les choix alimentaires ne sont souvent pas le résultat de ces éléments, mais plutôt de facteurs plus complexes, tels que le prix, la disponibilité des aliments et les choix culturels.

C’est là qu’intervient le concept d’environnement alimentaire, en particulier dans les villes qui accueillent près de 80 % de la population européenne: créer et favoriser un environnement alimentaire consiste à faire en sorte que des choix durables et sains soient facilement accessibles et abordables pour tous les citoyens.

Les villes modifient les marchés publics de denrées alimentaires, introduisent des restrictions de commercialisation pour les aliments et boissons malsains et prennent des mesures concrètes pour améliorer les environnements alimentaires urbains, par exemple autour des écoles et dans les zones où les aliments sains ne sont pas facilement accessibles et abordables (déserts alimentaires) ou dans lesquelles il y a un pourcentage élevé de restauration rapide (marais alimentaires), comme c’est le cas dans de nombreux centres-villes.

L’urbanisme est un outil essentiel à cet égard, de même qu’une bonne compréhension des flux alimentaires dans la ville, des habitudes de consommation des citoyens et de leur état de santé. Malheureusement, la plupart de ces données ne sont souvent pas disponibles au niveau de la ville ou du quartier.





Quel est le lien entre la «politique alimentaire de l'UE», les environnements alimentaires et les villes? La politique alimentaire actuelle de l'UE prend-elle suffisamment en compte le rôle des villes? Que pourrait-on faire pour le favoriser/améliorer?

Les politiques alimentaires actuelles de l'UE et des États membres sont encore très axées sur la production alimentaire, notamment par le biais de la législation. Ce que nous espérons de la prochaine politique alimentaire de l'UE, attendue pour 2023, c'est plutôt une approche systémique du système alimentaire, avec un niveau d'actions qui va de pair, et qui donnera du pouvoir à tous les acteurs du système alimentaire, en particulier aux citoyens.

Avec d'autres experts, nous avons également promu ces concepts dans le cadre de notre travail avec le Centre commun de recherche du CCR [«Concepts pour un système alimentaire européen durable»](#)

Nous plaidons également en faveur d'une législation alimentaire nationale obligatoire qui soit co-créée et discutée à tous les niveaux de gouvernement, en particulier entre les villes et les citoyens, par exemple par la création de conseils alimentaires et de politiques alimentaires locales.

21

Pensez-vous que l'approche «environnement alimentaire» peut changer la donne pour les villes et faciliter la transition vers des systèmes alimentaires locaux durables? Si oui, de quelles manières?

Les villes sont des environnements hautement obésogènes. Par exemple, une étude menée par la ville d'Amsterdam a révélé que 84 % des offres alimentaires dans le centre-ville peuvent être qualifiées de «mauvaises», dont 25 % peuvent être considérées comme «extrêmement mauvaises». Cela inclut les supermarchés, les snack-bars, les night-shops, les magasins de bonbons, etc.

En s'intéressant à l'environnement alimentaire, les villes peuvent compléter leurs politiques en faveur d'un mode de vie plus sain et d'une utilisation stratégique des marchés publics pour des repas plus sains et plus durables dans les cantines publiques.

En outre, les villes peuvent tendre la main aux districts ruraux voisins pour élaborer des plans conjoints qui permettent aux consommateurs urbains et aux producteurs ruraux d'en tirer profit, par exemple en accordant un espace aux producteurs locaux et aux marchés alimentaires locaux qui vendent des fruits et légumes frais de saison et locaux dans les villes.

Quel est le rôle des marchés de gros dans les environnements alimentaires? Et à votre avis, quel type de collaboration les marchés de gros pourraient-ils encourager avec les villes pour améliorer les environnements alimentaires durables?

Lorsque les marchés de gros sont détenus par la ville, mais aussi dans le cas où ils sont privés, les autorités locales peuvent créer un partenariat avec eux et renforcer la collaboration pour améliorer les environnements alimentaires dans les villes. Les marchés de gros sont des acteurs majeurs pour assurer un approvisionnement constant en aliments frais dans les villes. Ils peuvent également aider les villes à mieux collecter les données et à comprendre les modèles de consommation, en particulier pour les aliments provenant de l'extérieur des frontières régionales. Les marchés de gros peuvent également s'associer aux villes pour lutter contre le gaspillage alimentaire, soit en le réduisant, soit en trouvant les meilleurs moyens de redistribuer la nourriture en toute sécurité à ceux qui en ont besoin.

Dans ce contexte, Eurocities et WUWM prévoient de collaborer pour partager les collaborations réussies entre les marchés de gros et les autorités publiques. Nous pouvons également travailler sur des actions de plaidoyer communes, par exemple autour de l'étiquetage et pour reconnaître le rôle des villes dans la future législation alimentaire de l'UE.

“En s'intéressant à l'environnement alimentaire, les villes peuvent compléter leurs politiques en faveur d'un mode de vie plus sain et d'une utilisation stratégique des marchés publics pour des repas plus sains et plus durables dans les cantines publiques.”

Événements:

Le Conseil d'administration de WUWM s'est réuni à Paris et a célébré sa première réunion de l'année!

Le 25 février 2022, le conseil d'administration de la WUWM a tenu une réunion hybride (Paris et en ligne) pour discuter des réalisations de 2021 et du plan d'action pour 2022. Le président de la WUWM, Stéphane Layani, a ouvert la cérémonie en soulignant que la transition vers des systèmes alimentaires durables devrait figurer parmi les principales priorités de notre secteur pour les années à venir, et que les marchés de gros peuvent jouer un rôle clé dans la réussite de cette transition.

Pour ce faire, M. Layani a fait valoir que nous avons besoin d'un engagement plus fort de tous les acteurs de la chaîne agro-alimentaire, et de travailler ensemble avec une approche systémique. Les membres du conseil d'administration ont déclaré que la WUWM s'efforcera de renforcer les collaborations et de construire des coalitions avec tous les acteurs visant à assurer la transition vers la durabilité des systèmes alimentaires, en favorisant la consommation de régimes alimentaires sains, basés sur des aliments frais et visant à atteindre un secteur alimentaire neutre en carbone.

Les marchés de gros modernes sont des infrastructures essentielles pour assurer la sécurité alimentaire, réduire l'empreinte écologique du secteur alimentaire et promouvoir des régimes alimentaires meilleurs et plus sains.

Dans ce contexte, le Conseil d'administration a appelé les membres de l'OMMS à continuer à participer et à augmenter leur engagement suite aux différents programmes, campagnes et webinaires que l'OMMS a lancé au niveau mondial et au niveau régional.

Le plan d'action 2022 sera axé sur le lancement concret, au niveau régional et local, des programmes que nous avons lancés en 2021 au niveau mondial. Les directeurs régionaux joueront un rôle plus important et engageront les membres régionaux de manière concrète pour atteindre cet objectif.

Le reste de la réunion a été consacré aux plans opérationnels et financiers pour cette année. Ainsi que l'avenir des campagnes et des projets que l'UMSM entreprendra cette année. Nous vous communiquerons bientôt plus d'informations sur ces développements! . Pour l'instant, le rapport annuel 2021 est disponible sur notre site internet en 4 langues (anglais, français, espagnol et allemand).

Dans le monde de la WUWM

2 février – Réunion avec Eurocities et l'Ecole d'économie de Paris

3 février – Réunion avec la Fédération européenne des banques alimentaires

10 février – WUWM Retail Group/Amourer votre marché local Agenda

10 février – Réunion avec les marchés de gros d'Amérique latine pour discuter des bonnes pratiques visant à réduire les déchets alimentaires et le gaspillage de nourriture

17 février – 12ème réunion de la plateforme européenne sur les pertes et gaspillages alimentaires

24 février – Cérémonie de clôture de l'Année internationale des fruits et légumes

26 février – Réunion des directeurs de WUWM

“Les membres du conseil d'administration ont déclaré que la WUWM s'efforcera de renforcer les collaborations et de créer des coalitions avec tous les acteurs visant à assurer la transition vers la durabilité des systèmes alimentaires.”

22



About WUWM:

We aim to facilitate access to healthy diets for everyone in the world by delivering more sustainable, inclusive, and high-quality fresh food supply systems. We exchange ideas, share best practices and cooperate with our partners in international organizations, governments, businesses, and the public.

